

# Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

**CONNEXION EMPLOI PLUS**

Association

40 Rue Eugène Jacquet

59700 MARCQ EN BAROEUL

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

**Didier Hazebrouck**

Commissaire aux Comptes

Inscrit au tableau de l'Ordre de la Région de  
Lille et membre de la Compagnie Régionale  
de Douai

91 Rue Nationale

59045 LILLE CEDEX

# Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

## CONNEXION EMPLOI PLUS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Association Connexion Emploi Plus,

### Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Connexion Emploi Plus relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Conformément à la possibilité ouverte aux micro-entreprises et micro-associations par l'article L. 123-16-1 du Code de commerce, ces comptes ne comprennent pas d'annexe.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, 24 mai 2023

Le Commissaire aux Comptes



Didier Hazebrouck

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de R&D				
Concessions, brevets droits similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immo. incorpo.				
Avances, acomptes sur immo. incorpo.				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., outillage				
Autres immo. corpo.	3 813	2 236	1 576	304
Immo. en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
Particip. mise en équivalence				
Autres particip.				
Créances rattachées à des particip.				
Autres titres immo.				
Prêts				
Autres immo. financières	7 800		7 800	7 800
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>11 613</b>	<b>2 236</b>	<b>9 376</b>	<b>8 104</b>
Comptes de liaison				
<b>STOCKS</b>				
Matières premières, approv.				
En cours de prod. biens				
En cours de prod. services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avces acomptes versés sur comm.				
<b>CREANCES (3)</b>				
Usagers et comptes rattachés				
Autres créances	62 412		62 412	109 252
<b>DIVERS (3)</b>				
V.M.P.				
Disponibilités	740		740	21 080
<b>COMPTES DE REGULARISATION (3)</b>				
Charges constatées d'avance	13 337		13 337	12 557
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>76 489</b>		<b>76 489</b>	<b>142 889</b>
Charges à répartir sur plus. ex.				
Primes de remb. des obligations				
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>88 102</b>	<b>2 236</b>	<b>85 865</b>	<b>150 994</b>
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>				
Legs nets à réaliser				
accepté par organe compétent	Autor.Orga. Tut.			Dons nat. restant vendre
(1) Dont droit au bail	(2) dont -1 an			(3) dont +1an
Clause réserve prlmmo.	Stock			Créances

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Fonds Asso. ss. droits reprise		
Dont Apports		
Legs, donations ac controp. actif Immos.		
Primes d'émission, fusion, apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	2 751	2 741
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>49</b>	<b>10</b>
Fonds Asso. ac. droits reprise		
Dont Apports		
Legs, donations		
Subventions affectées		
Résultats ss. contrôle tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits propriétaires (commodat)		
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>2 800</b>	<b>2 751</b>
Comptes de liaison		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>FONDS DEBIES</b>		
Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement		
Fonds dédiés sur autres ressources		
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)	47 500	110 400
Avances Accomptes reçus sur commande en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 407	12 208
Dettes fiscales et sociales	20 861	25 486
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	297	149
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance (1)		
<b>DETTES</b>	<b>83 065</b>	<b>148 243</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>85 865</b>	<b>150 994</b>
(1) Dont à -1 an (à l'except. des avances et acptes reçus/commandes en cours)		
(1) Dont à +1 an (à l'except. des avances et acptes reçus/commandes en cours)		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
<b>MONTANT NET PRODUITS EXPLOIT.</b>				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			240 266	228 133
Reprises sur Ammo., provisions, transferts de charges				
Collectes				
Cotisations				
Autres produits			3	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (1)</b>			<b>240 269</b>	<b>228 133</b>
Achats de marchandises (avec droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières, autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières, approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (2)			54 302	51 745
Impôts, taxes et versements assimilés			1 723	2 598
Salaires et traitements			115 646	120 496
Charges sociales			81 246	56 591
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			564	236
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risque et ch. Dot. aux prov.				
Autres charges				3
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (3)</b>			<b>253 482</b>	<b>231 669</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-13 213</b>	<b>-3 535</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations (4)				
Produits autres valeurs mobilières, créances actif immo. (4)				
Autres intérêts et produits assimilés (4)				
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de V.M.P.				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Dotations financières amortissements, provisions				
Intérêts et charges assimilées (5)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de V.M.P.				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
<b>RESULTAT FINANCIER</b>				
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>-13 213</b>	<b>-3 535</b>

## Compte de résultat (suite) association

Déclaration au 31/12/2023

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, provisions		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
Engagement à réaliser sur ressources affectées		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-13 262	-3 545
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>240 269</b>	<b>228 133</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>240 220</b>	<b>228 124</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>49</b>	<b>10</b>
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont redevances sur crédit-bail mobilier		
Dont redevances sur crédit-bail immobilier		
(3) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(4) Dont produits concernant des entreprises liées		
(5) Dont intérêts concernant des entreprises liées		
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>		
<b>Ressources</b>		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>TOTAL PRODUITS</b>		
<b>Emplois</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL CHARGES</b>		

Note au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, le compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dégage un excédent de 49,32 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.  
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### **Règles générales**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

### **Faits caractéristiques et faits marquants**

Pour rappel en date du 28/08/17 une convention de reprise d'activité « PROCH'EMPLOI » a été mise en place par ACTION PME au profit de CONNEXION EMPLOI PLUS.

Les contrats de travail, les conventions en cours, les immobilisations et le droit au bail ont été cédés à cette même date.

Eu égard à l'absence d'activité avec l'UKRAINE, la situation de l'entreprise à la date de l'arrêté des comptes n'est pas remise en cause.

Le contexte international actuel (guerre en Ukraine, réchauffement climatique, crise économique) conduit à des hausses significatives de l'énergie, de l'alimentation et à une volatilité des taux dans le monde. Il n'est toutefois pas possible à l'heure actuelle d'en mesurer les enjeux sur le résultat de la société.

### **Faits postérieurs à la clôture de l'exercice**

Néant.



Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT</b>			
<b>AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
Terrains			
	<b>Dont composants</b>		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 180		1 836
Emballages récupérables et divers			
Immobilitisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>3 180</b>		<b>1 836</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	7 800		
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>7 800</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10 980</b>		<b>1 836</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT</b>				
<b>AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 203	3 813	
Emballages récupérables et divers				
Immobilitisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>1 203</b>	<b>3 813</b>	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			7 800	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>			<b>7 800</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 203</b>	<b>11 613</b>	



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				

#### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 875	564	1 203	2 236
Emballages récupérables, divers				

#### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2 875 564 1 203 2 236

#### TOTAL GENERAL

2 875 564 1 203 2 236

#### VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.

Fonds Cial

Autres. INC.

#### INCORPOREL.

Terrains

Construct.

- sol propre

- sol autrui

- installations

Install. Tech.

Install. Gén.

Mat. Transp.

Mat bureau

Embal récup.

#### CORPOREL.

Acquis. titre

#### TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler

Primes de remboursement des obligations



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				

#### PROVISIONS REGLEMENTEES

Provisions pour litiges
Provisions pour garanties données aux clients
Provisions pour pertes sur marchés à terme
Provisions pour amendes et pénalités
Provisions pour pertes de change
Provisions pour pensions, obligations similaires
Provisions pour impôts
Provisions pour renouvellement immobilisations
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer
Autres provisions pour risques et charges

#### PROVISIONS RISQUES ET CHARGES

Dépréciations immobilisations incorporelles
Dépréciations immobilisations corporelles
Dépréciations titres mis en équivalence
Dépréciations titres de participation
Dépréciations autres immobilis. financières
Dépréciations stocks et en cours
Dépréciations comptes clients
Autres dépréciations

#### DEPRECIATIONS

#### TOTAL GENERAL

Dotations et reprises d'exploitation
Dotations et reprises financières
Dotations et reprises exceptionnelles
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice



ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	7 800		7 800
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	13 262	13 262	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	49 150	49 150	
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	13 337	13 337	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>83 549</b>	<b>75 749</b>	<b>7 800</b>

Montant des prêts accordés en cours d'exercice  
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice  
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	14 407	14 407		
Personnel et comptes rattachés	8 617	8 617		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 866	11 866		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	378	378		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	47 500	47 500		
Autres dettes	297	297		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>83 065</b>	<b>83 065</b>		

Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exercice  
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés



## CA18CHAPAY



31/12/2023

[illegible]

## CA20CHAAYA



31/12/2023

[illegible]

	Article D. 441-II : 1° : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus

**(A) Tranches de retard de paiement**

Nombre cumulé de factures concernées	9					6
Montant cumulé des factures concernées H.T.	11 877	103			185	288
Pourcentage du montant total H. T. des factures reçues dans l'année	14,20	0,12			0,22	0,34

**(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisés**

Nombre de factures	4	Montant total des factures	2 242
--------------------	---	----------------------------	-------

**(C) Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement**

(article L. 441-6 ou article L. 433-1 du code du commerce)

Délais contractuels (préciser) 30 JOURS

Délais légaux (préciser) 30 JOURS

	Article D. 441-II : 2° : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus

**(A) Tranches de retard de paiement**

Nombre cumulé de factures concernées	0					0
Montant cumulé des factures concernées H.T.						
Pourcentage du montant total H.T. des factures émises dans l'année						

**(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisés**

Nombre de factures	0	Montant total des factures	
--------------------	---	----------------------------	--

**(C) Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement**

(article L. 441-6 ou article L. 433-1 du code du commerce)

Délais contractuels (préciser) 30 JOURS

Délais légaux (préciser) 30 JOURS

